

convocation des conseillers : 19.01.2023 : annonce publique de la séance

Présents : Mmes/MM. : Nicolas PUNDEL, bourgmestre, Betty WELTER-GAUL, Jean-Claude ROOB, échevins, Anne AREND, Maryse BESTGEN-MARTIN, Martine DIESCHBURG-NICKELS, Isabel DOMINGUES, Jean-Marie DURRER, Marc FISCHER, Laurent GLESENER, Anne-Marie LINDEN, Léandre KANDEL et Paul KLENSCH, conseillers, Christian MULLER, secrétaire

Absent : personne.

Point n° 3 : Adoption de la stratégie de protection de la nature et d'un certain nombre de mesures écologiques dans le cadre du Pacte Nature

Le Conseil Communal :

Vu la convention signée entre l'Etat, représentée par son ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, et la commune de Strassen représentée par son collègue échevinal actuellement en fonctions, relative au « Pacte Nature » approuvée par le conseil communal en sa séance du 10 novembre 2021.

Considérant que la convention a pour objet de régler le fonctionnement du « Pacte Nature » et le paiement des subventions étatiques liées à la mise en œuvre de celui-ci en exécution de la loi du 30 juillet 2021 ci-après citée.

Vu la décision du conseil communal du 8 décembre 2021 portant approbation la convention signée entre le syndicat SICONA SUD-OUEST, représenté par son bureau, et la commune de Strassen représentée par son collègue échevinal actuellement en fonctions, relative à la mise à disposition par le syndicat d'un conseiller dans le cadre du « Pacte Nature ».

Vu le document détaillant la stratégie de protection de la nature plus précisément de la faune et de la flore dans les milieux terrestres et aquatiques.

Vu la proposition de mesures concrètes à adopter par le conseil communal dans le cadre du catalogue des mesures du Pacte Nature.

Entendu le collège échevinal en ses explications.

Vu la loi du 30 juillet 2021 portant création d'un pacte nature avec les communes.

Vu le règlement grand-ducal du 30 juillet 2021 établissant le catalogue des mesures du Pacte Nature.

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988.

Après délibération conformément à la loi, à l'unanimité des voix

décide

- a) d'adopter la stratégie communale pluriannuelle de protection de la nature plus précisément de la flore et de la faune dans les milieux terrestre et aquatique conformément au document annexé « Umweltschutzstrategie – Kommunale Strategie zum Schutz von Flora und Fauna in terrestrischen und aquatischen Lebensräumen »
- b) d'adopter les mesures concrètes ci-après détaillées dans le cadre du catalogue des mesures du Pacte Nature :

- 1) Nouvelles plantations communales en milieu urbain de la commune de Strassen, dans le cadre du Pacte Nature, selon le point 2.7. du catalogue des mesures du Pacte Nature.

Décision d'adopter un choix concernant les espèces végétales admises pour les nouvelles plantations communales en milieu urbain, sur les propriétés de la commune.

Est défini en tant que « milieu urbain », selon le document « Aide à l'évaluation et à la mise en œuvre - Version 3.0 du 11 octobre 2021 » mandaté par le « Ministère de l'Environnement, du Climat et du

Développement durable » et « Klima-Agence », les surfaces qui sont définies en tant que « surfaces urbanisées » ou « destinées à être urbanisées » dans le cadre du PAG ainsi que des enclaves d'autres utilisations du sol à l'intérieur de ces surfaces.

Y sont admis pour ces nouvelles plantations, des plants d'arbres, de haies et d'arbustes indigènes et du matériel végétal régional certifié (« Heck vun hei » – en fonction de la disponibilité). Le cas échéant, des essences alternatives adaptées à la station sont utilisées.

Les espèces considérées comme indigènes au Luxembourg sont indiquées dans la liste rouge des plantes vasculaires du Luxembourg (Colling 2005) et les espèces à considérer en tant qu'essences adaptées à la station sont reprises dans le document « Liste nicht-einheimischer Baumarten für extreme Standorte im Siedlungsraum - Version 1.0 (mai 2022) » (MECDD, 2022).

- 2) Surfaces non-scellées ou partiellement scellées dans les nouvelles zones résidentielles (PAP) de la commune de Strassen, dans le cadre du Pacte Nature, selon le point 2.13. du catalogue des mesures du Pacte Nature

Décision d'imposer un pourcentage de surface non-scellée ou partiellement scellée pour les surfaces de circulation de personnes et de stationnement dans les nouvelles zones résidentielles (PAP).

Cette part est exprimée par le coefficient de non-scellement (CNS) qui exprime la proportion de surfaces de circulation de personnes (places publiques et trottoirs) et de stationnement (parkings) non scellées ou partiellement scellées par rapport aux surfaces totales de circulation (somme des places publiques, trottoirs, parkings, routes et pistes cyclables).

Ne sont pas considérées comme « surfaces partiellement scellées », les surfaces goudronnées ou bétonnées. Des exemples de substrats de « surfaces partiellement scellées » sont les pavés ou dalles, le concassé, le sable ou encore les copeaux de bois non-traités, posés sur le substrat naturel du sol.

Les publications « Nature et construction » (Ministère du Développement durable et des Infrastructures - Administration des ponts et chaussées / Administration de la nature et des forêts, 2013) et « Naturnahe Anlage und Pflege von Parkplätzen » (Administration des Eaux & Forêts, 2008) sont disponibles sur le site internet du Ministère ayant l'environnement dans ses attributions.

Le CNS des nouvelles zones résidentielles est fixé, dans la mesure du possible, à une part minimale de 10 % pour la commune de Strassen.

Cette décision devra être appliquée à tous les projets d'établissement de nouvelles zones résidentielles (PAP), introduits qu'à partir de la prise d'effet de cette décision.

- 3) Concept de réduction de la pollution lumineuse, dans l'intérêt de la protection de la faune de la commune de Strassen, dans le cadre du Pacte Nature, selon le point 2.17 du catalogue des mesures du Pacte Nature

Décision d'adopter en collaboration avec le SICONA, sous le conseil du Parc Naturel de l'Our, un concept de réduction de la pollution lumineuse, dans l'intérêt de la protection de la faune, en particulier des insectes, des chauves-souris et d'autres mammifères nocturnes. Ledit concept figure en annexe

- 4) Concept de communication afin d'informer et de sensibiliser ses citoyens sur les thématiques de la protection de la nature et de l'eau ainsi que celle du développement durable de la commune de Strassen, dans le cadre du Pacte Nature, selon le point 6.1. du catalogue des mesures du Pacte Nature

Décision d'introduire un concept de communication afin d'informer et de sensibiliser ses citoyens sur les thématiques de la protection de la nature et de l'eau ainsi que celle du développement durable. Ledit concept figure en annexe.

Strassen, date qu'en tête - suivent les signatures.
Pour expédition conforme - Strassen, le 27 janvier 2023
le Bourgmestre, le Secrétaire,

Annexe : Concept de réduction de la pollution lumineuse dans l'intérêt de la protection de la faune

Ce plan comprend principalement la recommandation de l'implémentation de sources lumineuses, conformes aux lignes directrices du guide d'orientation concernant la réduction de la pollution lumineuse publié par le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable. Les objectifs principaux du concept consistent à réduire l'impact écologique sur la faune sauvage comprenant amphibiens, poissons, oiseaux et plus particulièrement sur les insectes et chauves-souris. A cet effet, l'installation ou le remplacement des sources lumineuses est effectué selon les recommandations et critères suivants.

1) Orientation

Les sources lumineuses doivent être placées et conçues de manière à réduire au maximum la dispersion de la lumière vers le ciel ou espaces naturels adjacents et à limiter l'éclairage à l'objet/l'espace visé et jugé nécessaire. La lumière émise vers le ciel, c.à.d. à un angle supérieur à l'horizontale est définie par l'indice « Upper Light Output Ratio » raccourci ULOR. La commune s'engage à limiter l'ULOR à un seuil maximal de 0.5%.

Des modèles luminaires tels que des lampadaires orientés à l'horizontale, à optique asymétrique permettant l'orientation du flux lumineux, et dont les sources lumineuses sont sous capot abat-jour ou sous verres plats et transparents constituent une méthode d'éclairage favorable contre la déperdition de la lumière.

2) Spectre lumineux

Pour minimiser l'effet sur une importante partie de la faune, les longueurs d'onde de la lumière émise devraient se situer dans le jaune, spectre le mieux supporté par la faune. Au niveau écologique, la lumière à longueurs d'onde courtes (de l'ultraviolet au bleu-vert) est la plus impactante, suivi des lumières à longueurs d'ondes plus longues, rouge, orange et jaune étant moins nocives et pouvant être considérées comme étant respectueuses de la faune sauvage. Les lampes LED de type « blanc froid » et « blanc neutre » sont donc à déconseiller en dépit d'un bilan énergétique minimalement plus favorable. Le spectre lumineux émis s'exprime par deux paramètres :

a) La température de couleur (Tc) exprimée en Kelvins (K)

Le rendement énergétique et la proportion de lumière bleue émise par les lampes LED augmentant avec le nombre de Kelvins, les lumières LED « blanches chaudes » à 3000 K sont recommandées. Celles-ci permettent de maintenir un rendement énergétique relativement élevé tout en restant relativement respectueux de la faune sauvage. Afin d'épargner la faune sauvage la température de couleur ne doit pas dépasser les 3000 K.

b) L'indice de rendu des couleurs (IRC)

Celui-ci reflète la proportion du spectre de lumière visible émise. Plus l'IRC est élevé et plus la lumière émise s'apparente à la lumière naturelle émise par le soleil. Celui-ci est tenu d'être limité à une valeur égale ou inférieure à 70 %.

Compte tenu de ces considérations, la commune s'engage à limiter la température des nouvelles ampoules d'éclairage à 3000 K maximum et de limiter l'indice de rendu des couleurs à 70 % maximum.

3) Intensité et temps d'éclairage

La meilleure manière de réduire la pollution lumineuse est d'éteindre les lumières où et quand cela est possible. Les lumières peuvent être complètement éteintes sur des plages horaires définies (p.ex. après 23h jusqu'à 6h) ou encore être éteintes progressivement avec un tamisage progressif. L'éclairage peut aussi être contrôlé par des détecteurs de mouvement ou par bouton poussoir, de sorte à ne s'allumer que pendant de courtes périodes lors du passage d'usagers.

A titre d'exemple, il est justifié de complètement éteindre l'éclairage aux abords de zones protégées, d'éteindre l'éclairage à des fins décoratives et de limiter l'éclairage à des fins de circulation. Dans ce contexte, l'installation d'éclairages « intelligents » dotés d'une fonction d'adaptation respectivement d'augmentation de l'intensité lumineuse en cas d'approche de véhicules ou de piétons est à prendre en compte.

4) Normes d'installation et de sécurité

La commune s'engage à se tenir aux normes de sécurité sur l'éclairage suivantes :

- ILNAS-EN 13201-2 concernant l'éclairage des rues et voies de circulation ;
- DIN 67523 concernant l'éclairage des passages piétons ;
- ILNAS-EN 12464-2 et ITM-ET 32.10 et CL 55.2 concernant l'éclairage des lieux de travail à l'extérieur ;
- Règlement grand-ducal modifié du 13 juin 1979 concernant les directives en matière de sécurité dans la fonction publique (texte coordonné du 3 novembre 1995).

Pour de plus vastes explications quant à la réduction de la pollution lumineuse, les brochures d'information intitulées « Leitfaden „Gutes Licht“ im Außenraum für das Großherzogtum Luxemburg » (Ministère du Développement durable et des Infrastructures Département de l'environnement, 2018) et « POLLUTION LUMINEUSE préserver l'environnement nocturne pour la biodiversité » (Administration de la nature et des forêts, 2021) sont recommandées.

Annexe à la délibération prise par le conseil communal en sa séance du 25.01.2023 (point n° 3)

Pour le Conseil Communal

le Président,



le Secrétaire,



Annexe : Concept de communication afin d'informer et de sensibiliser ses citoyens sur les thématiques de la protection de la nature et de l'eau ainsi que celle du développement durable.

Ledit concept définit les différentes mesures que la commune peut mettre en œuvre au cours de l'année pour informer et sensibiliser les citoyens sur les thèmes de la protection de la nature et de/ou l'eau ainsi que du développement durable. Les publications peuvent traiter les actions initiées ou réalisées par la commune, une organisation ou un syndicat de protection de la nature en faveur de la protection de la nature et de l'eau. Les publications peuvent aborder ces thèmes dans l'optique d'une sensibilisation générale des citoyens ou servir d'incitation à la mise en œuvre d'actions de protection de la nature dans le cadre privé. Les publications peuvent également aborder des thèmes en vue d'une sensibilisation plus ciblée. Dans ce contexte, une attention particulière sera portée sur la sensibilisation des usagers de la forêt sur l'importance d'une coexistence respectueuse avec la faune et la flore, notamment aussi en ce qui concerne le respect du repos nocturne de la faune forestière. L'objectif est de présenter, entre autres, au grand public les actions menées dans le cadre du Pacte Nature et au-delà. Par grand public, on entend diverses parties prenantes de la commune tel le personnel communal, le préposé des forêts local, ou encore les citoyens de la commune. En outre, les publications s'adressent à tous les groupes d'âge, en particulier en ce qui concerne les formations ou activités pédagogiques organisées autour du thème de la protection de la nature et/ou de l'eau.

Il s'agit notamment des publications d'articles dans le journal communal ("Gemegebuet"), dans d'autres médias imprimés (Wort, Tageblatt...), d'articles dans les médias sociaux (Facebook, Site internet), de reportages télévisés et diffusés à la radio, ainsi que d'excursions et de formations pour citoyens et employés communaux.

Les mesures susmentionnées peuvent être fournies soit par le personnel communal interne, soit par des prestataires de services externes (gardes forestiers, personnel enseignant, SICONA ...).

La commune s'engage à publier ou distribuer au moins 10 articles/publications par an.

Annexe à la délibération prise par le conseil communal en sa séance du 25.01.2023 (point n° 3)
Pour le Conseil Communal

le Président,



le Secrétaire,



Umweltschutzstrategie

Kommunale Strategie zum Schutz von Flora und Fauna in terrestrischen und aquatischen Lebensräumen

GEMEINDE STRASSEN

25.01.2023

Approuvé par délibération
du conseil communal de
Strassen



le **25 JAN. 2023**

le conseil communal,

N.R.Q.
Z. Zotti
Grünen
M. Jelline
S. Domingues
Markus
Leut



Inhalt

1	Einleitung	1
1.1	Zielsetzung und Thema	1
1.2	Kontext.....	1
1.3	Struktur	3
2	Naturschutz	4
2.1	Zielsetzung	4
2.2	Arbeitsschwerpunkte.....	4
2.3	Aktionsplan	8
3	Wasserschutz	12
3.1	Zielsetzung	12
3.2	Arbeitsschwerpunkte.....	12
3.3	Aktionsplan	12
4	Klimawandelanpassung	13
5	Quellen	14

1 Einleitung

1.1 Zielsetzung und Thema

Das Ziel dieses Dokuments ist die Darlegung einer kommunalen Strategie zum Schutz von Flora und Fauna in terrestrischen und aquatischen Lebensräumen (Maßnahme 1.1) im Rahmen der Ziele des Naturpaktes, dem die Gemeinde Strassen seit dem 10. November 2021 beigetreten ist. Die Strategie beinhaltet die Zwischenschritte und Arbeitsschwerpunkte, die die Gemeinde Strassen setzt, um ihren festgesetzten Schutzziele näher zu kommen, und soll den allgemeinen zeitlichen Rahmen definieren. Die genannten Ziele orientieren sich dabei am Maßnahmenkatalog, der vom Naturpakt vorgegeben ist.

Die vorliegende Strategie zielt darauf ab, Naturschutz allgemein in der Gemeinde Strassen systematisch voranzutreiben und somit die Lebensqualität der Einwohnerinnen und Einwohner aufrechtzuerhalten und zu erhöhen.

Folgende Teilbereiche werden in dieser Strategie berücksichtigt und werden wie folgt definiert:

- **Naturschutz** ist definiert als die Bemühungen für den Erhalt der natürlichen Umwelt, das heißt Flora und Fauna sowie die Diversität der Arten im terrestrischen Lebensraum im Allgemeinen.
- **Wasserschutz** ist in diesem Kontext definiert als die Bemühungen für den Erhalt des Lebensraums Wasser und der darin lebenden Arten.
- **Klimawandelanpassung** beinhaltet die Maßnahmen, die getroffen werden, um die natürliche und vom Menschen geschaffene Umwelt resilienter gegen Klimawandelauswirkungen zu machen (z.B. steigende Temperaturen und Wasserspiegel sowie andere sich verändernde Wetterverhältnisse, wie öfter vorkommende Extremwetterereignisse).

1.2 Kontext

1.2.1 Umweltschutz allgemein - größte Herausforderungen und aktuelle Lage

Umweltschutz ist ein Thema von steigender gesellschaftlicher Bedeutung. Die natürliche Umwelt ist vielen anthropogenen Stressfaktoren ausgesetzt:

z.B.

- Hoher Flächendruck (u.a.) durch steigenden Bedarf an Wohn- und Arbeitsfläche und landwirtschaftliche Nutzung führt zur Fragmentierung und Degradierung von Lebensräumen;
- Steigende Abwassermenge und immer komplexer werdende Abwasserzusammensetzung erhöht den Druck auf Kläranlagen und Gewässerqualität;
- Schadstoffeinträge von intensiv genutzten Flächen (landwirtschaftlich, o.ä.) (z.B. Nährstoffe, Pestizide), auch mit damit einhergehender Erosion, verändern aquatische Lebensräume;
- Treibhausgasemissionen tragen zum Klimawandel bei, der wiederum viele Konsequenzen für andere Bereiche der natürlichen Umwelt mit sich zieht.

Aufgrund der menschlichen Eingriffe in die Natur und der damit einhergehenden Veränderungen der Lebensräume, ist der Schutz unserer Umwelt unerlässlich geworden. Die vorliegende Strategie soll den Handlungsbereich und somit den Beitrag der Gemeinde zum Schutz von Flora und Fauna in terrestrischen und aquatischen Lebensräumen erläutern.

1.2.2 Nationale Strategien und Pläne

Auf nationaler Ebene sind einige Strategien und Pläne in Kraft, die für Umweltschutz relevant sind:

- Der dritte nationale Plan für nachhaltige Entwicklung (2019),
- Der nationale Naturschutzplan (2017-2021),
- Umsetzung der Wasserrahmenrichtlinie (RL 2000/60/EG): Dritter Bewirtschaftungsplan für die luxemburgischen Anteile an den internationalen Flussgebietseinheiten Rhein und Maas (2021 – 2027), und
- Die Strategie und der Aktionsplan für die Anpassung an den Klimawandel in Luxemburg (2018-2023).

Diese nationalen Strategien und Pläne dienen als Inspiration für die vorliegende kommunale Strategie und werden im folgenden Text querverwiesen wenn sich festgesetzte Maßnahmen an ihnen orientieren.

1.2.3 Vorstellung Gemeinde

Die Gemeinde Strassen liegt am westlichen Rand der Hauptstadt Luxemburg und verdient es, ihren Namen zu tragen. Die Gemeinde hat die zwölftgrößte Einwohnerzahl des Großherzogtums aber eine der kleinsten Flächen des Landes. Eines der größten Probleme der Gemeinde ist das Straßennetz mit seinem dichten Verkehr. Hinzu kommt die direkte Verbindung zu den Nachbargemeinden, die Autobahnanschlüsse und die damit einhergehende Lärmbelastigung der Autobahn und der Verkehr zu den Stoßzeiten.

Mit dem Beitritt zum Klima-Bündnis im Jahr 2012 und zum Naturpakt sowie dem Klimapakt 2.0 seit 2021 hat sich die Gemeinde Strassen dazu verpflichtet, die notwendigen Maßnahmen zu ergreifen, um ihren Beitrag gegen den Klimawandel und den Artenschwund zu leisten. Sie möchte mit ihrem Engagement den respektvollen Umgang mit der Umwelt und ihren ökologischen Systemen fördern und so zum Erhalt der Biodiversität beitragen.

1.2.4 SICONA Sud-Ouest Aufgaben und Ziele

Interkommunale Syndikate dienen dazu, spezifischere Aufgaben der Gemeinden auszulagern (z.B. Trinkwasserbeschaffung und Abwasserklärung). Die teilnehmenden Gemeinden haben Bestimmungsrecht über die generelle politische Ausrichtung und die zu verfolgenden Arbeitsbereiche der Syndikate und die Syndikate bieten die festgelegten Dienstleistungen auf den Gebieten der teilnehmenden Gemeinden an. Daher sind die Zielsetzungen des Naturschutzsyndikats SICONA als Zielsetzungen der einzelnen teilnehmenden Gemeinden zu verstehen.

Wie im Folgenden beschrieben, haben die Mitgliedsgemeinden des SICONA Sud-Ouest (im Folgenden Naturschutzsyndikat SICONA) einen Großteil der Naturschutzaktivitäten an das Syndikat ausgelagert. In den Statuten werden die Aufgaben wie folgt beschrieben:

Le syndicat a pour objet la conservation de la diversité biologique, la protection et la restauration des paysages naturels, la constitution et la gestion d'un réseau de zones protégées d'importance communale et la sensibilisation du public sur le plan intercommunal ainsi que la participation à la gestion de zones protégées d'intérêt national et communautaire sur le territoire de ses communes membres.

Le syndicat a en outre pour objet d'assurer l'entretien, l'amélioration et la création de biotopes, l'élaboration et la mise en œuvre de concepts de protection de la nature au niveau communal et la collecte des données scientifiques requises à cette fin ainsi que la promotion de mesures écologiques contractuelles.

Il a pour mission de conseiller les communes membres en matière de protection de la nature et des ressources naturelles. Ces mesures se situent dans le cadre d'une politique visant un développement durable.

Enfin, il peut accomplir dans l'intérêt des communes membres les missions qui leur sont dévolues par les lois et règlements concernant la protection de la nature et des ressources naturelles pour autant qu'elles sont obligatoires, à savoir :

- *Par la loi en matière de la protection de la nature et des ressources naturelles ;*
- *Par la loi du 03 août 2005 concernant le partenariat entre les syndicats de communes et l'Etat et la restructuration de la démarche scientifique en matière de protection de la nature et des ressources naturelles ;*
- *Par la loi en matière de l'eau.*

1.3 Struktur

Die Struktur der vorliegenden Strategie nimmt folgende Form an:

Die identifizierten Teilbereiche „Naturschutz“ und „Wasserschutz“ sind eingegliedert in die Unterbereiche „Ziele“, „Arbeitsschwerpunkte“ und „prioritäre Aktionspläne“. Das Thema „Klimawandelanpassung“ wird hier nicht in demselben Detail erörtert, da dies in den Aufgabenbereich des Klimapaktes fällt.

2 Naturschutz

„Naturschutz“ steht im Mittelpunkt des übergreifenden Themas „Schutz von Flora und Fauna in terrestrischen und aquatischen Lebensräumen“ und ist somit zentraler Aspekt der hier dargelegten Strategie. Es werden die Ziele, Arbeitsschwerpunkte, zu verfolgenden Arbeitsstränge und die zeitliche Ausführung im Folgenden definiert.

2.1 Zielsetzung

Die festgehaltene Zielsetzung beinhaltet folgende Punkte:

- Erhalt der Biodiversität, Schutz und Wiederherstellung der natürlichen Landschaft;
- Unterhalt, Verbesserung und Neuanlage von Biotopen;
- Einrichten von kommunalen Schutzzonen und Beitragen zur Umsetzung von Nationalen und Europäischen Schutzzonen;
- Umweltbewusstsein fördern;
- Umsetzung von Naturschutzkonzepten und wissenschaftliche Datenerhebung zu diesem Zwecke;
- Förderung von umweltverträglichen Nutzungs- und Bewirtschaftungsformen;
- Ressourcenschutz.

Durch die Zusammenarbeit mit SICONA stimmen Zielsetzung und Arbeitsweise dieser hier angeführten Schutzstrategie mit den Statuten des Gemeindesyndikats überein.

2.2 Arbeitsschwerpunkte

Die beschriebene Zielsetzung wird anhand folgender Arbeitsschwerpunkte vorangetrieben:

1. Weiterentwicklung der Biologischen Station SICONA als Fach- und Koordinationsstelle für den Arten-, Natur- und Landschaftsschutz in der Region.

Die Gemeinde setzt in Zukunft weiter auf eine Zusammenarbeit mit dem Naturschutzsyndikat SICONA und dem damit verbundenen Auslagern von diversen Naturschutzaktivitäten. Das Naturschutzsyndikat SICONA sieht folgende Arbeitsschwerpunkte im Bereich Natur- und Landschaftsschutz vor:

Die Aufgaben setzen sich einerseits aus staatlichen Projekten und andererseits aus kommunalen Arbeiten im Rahmen des Natur- und Landschaftsschutzes im Gebiet der Mitgliedsgemeinden des Naturschutzsyndikats SICONA zusammen. Folgende Maßnahmen sollen in den kommenden Jahren weiterhin von der Biologischen Station umgesetzt werden:

a. Beratung der Gemeinden und der Bevölkerung

Mit der Errichtung der Biologischen Station SICONA wurde eine zentrale Anlaufstelle für die Bevölkerung und die Gemeinden bezüglich Natur- und Landschaftsschutzfragen in der Region geschaffen. Hier können die Einwohner auch zukünftig Antworten auf ihre Fragen finden bzw. werden an die zuständigen Dienststellen weitergeleitet. Außerdem erhalten die Gemeinden und die

Landwirtschaft eine Hilfestellung durch die Biologische Station bei der Ausarbeitung von Naturschutzprojekten.

b. Bestandsaufnahmen von Arten und Biotopen

Die Biologische Station führt Bestandsaufnahmen als Basis für die nationalen Datenbanken (Recorder) und die praktische Umsetzung von Naturschutzprojekten (z.B. Biodiversitätsprogramm) durch. So werden u.a. Kartierungen in den Gemeinden vorgenommen, um das Vorkommen von seltenen Arten zu dokumentieren. Auf Anfrage des Ministeriums oder der Naturverwaltung führt die Biologische Station punktuelle Bestandsaufnahmen von Arten- und Biotopstrukturen sowie das Monitoring im Rahmen des Plan National pour la Protection de la Nature durch. Des Weiteren übernimmt sie die wichtige Beratungsfunktion der Landnutzer hinsichtlich des Biotopkatasters.

c. Arten- und Habitatschutz

Im Rahmen von Schutzprojekten und Aktionsplänen werden sowohl wissenschaftliche Daten erhoben als auch konkrete Maßnahmen für bedrohte Arten und Lebensräume geplant und umgesetzt, darunter: Steinkauz, Fledermäuse, Raubwürger, Quellen, Bestäuber, Magere Mähwiesen, usw.. Dazu zählen u.a. Inventare oder Maßnahmen zum Erhalt der Habitate.

In diesem Zusammenhang hat die Gemeinde Strassen schon verschiedene Aktionen mit SICONA umgesetzt. Beispielsweise wurden Nisthilfen für verschiedene Vogelarten, wie Mauersegler und Schwalben, an verschiedenen Orten in der Gemeinde installiert. Im *Gaaschtgrund* wurde eine Trockenmauer gebaut, die ihren Beitrag zum Erhalt von gefährdeten Pflanzen-, Insekten- und Tierarten, die speziell nur in diesem Habitat vorkommen, beiträgt.

d. Biodiversitätsprogramm

Im Biodiversitätsprogramm (Règlement grand-ducal du 10 septembre 2012 instituant un ensemble de régimes d'aides pour la sauvegarde de la diversité biologique en milieu rural, viticole et forestier) geht es um den Schutz und Erhalt bedrohter Lebensräume sowie Tier- und Pflanzenarten. Mit diesem Programm werden verschiedene extensive landwirtschaftliche Nutzungsformen über den Agrarfonds des Ministeriums für Landwirtschaft, Weinbau und ländliche Entwicklung finanziell gefördert. Als Aufnahmekriterien gelten das Vorkommen seltener Arten, bzw. die Zugehörigkeit der Fläche zu einem ausgewiesenen Naturschutzgebiet. In einem fünfjährigen Bewirtschaftungsvertrag werden die speziellen Bewirtschaftungsbedingungen und die Ertragsausfallsentschädigungen festgelegt. Die Ausarbeitung der Anträge, die Verwaltung der Verträge und eine Hilfestellung bei der Kontrolle der Einhaltung der Vertragsbedingungen werden von der Biologischen Station im Auftrag der Naturverwaltung ausgeführt.

e. Unterhalt und Pflege

Das Naturschutzsyndikat SICONA setzt sich weiterhin für den Unterhalt, die Verbesserung und die Pflege von Biotopen ein. Dazu wird vom Naturschutzsyndikat SICONA für die Gemeinde Strassen ein Jahresprogramm ausgearbeitet, das neben den praktischen, auch die kommunal geförderten wissenschaftlichen und Sensibilisierungsprojekte, umfasst. SICONA kümmert sich dabei um die Planung, Genehmigung und Umsetzung der praktischen Maßnahmen, sowie deren darauffolgende Pflege. Die so geschaffenen Biotope bilden ein Netzwerk von kommunalen Schutzzonen oder können zur Umsetzung von Nationalen und Europäischen Schutzzonen und deren Managementpläne beitragen. Für die Gemeinde Strassen liegt dabei ein Schwerpunkt auf der Umsetzung der Managementpläne der NATURA2000 Gebiete "Vallée de la Mamer et de l'Eisch".

2. Bewirtschaftung des Gemeindewaldes im Sinne des Arten- und Naturschutzes.

Der Strassener Gemeindewald ist ein öffentlicher Wald der durch den zuständigen Förster der Administration de la nature et des forêts (ANF) verwaltet wird. Jährlich sieht der Förster eine Planung betreffend der Holznutzung, Sicherheit, Infrastruktur, Klima-, Natur- und Artenschutz im Wald, unter der Berücksichtigung der offiziellen Aktionsplänen, vor.

Der Wald der Gemeinde Strassen liegt außerdem in einem Natura 2000 Gebiet namens "Mamer-Äischdall". Dadurch ergeben sich folgende Maßnahmen, die auch im Rahmen des Natura 2000 Plan vorgesehen sind:

- Kennzeichnung von Altholzinseln zum Schutz von Spechten und vor allem Bechsteinfledermäusen.
- Kennzeichnung von Biotopenbäumen (Zielsetzung: 8 Bäume pro ha) zum Schutz bestehender Biotopen (Vögel, Insekten, Fledermausarten, usw.).
- Umwandlung von Nadelholz zu Laubholz im Wald und entlang der Mamer, was einen großen positiven Effekt auf den Flusslauf hat und damit auch eine Maßnahme ist, die den Lebewesen im Fluss zugute kommt.
- Schaffung von Waldrändern, die unterstützend für die Wildkatze und verschiedene Fledermausarten wirken.
- Monitoring und Beseitigung invasiver Pflanzenarten (z.B. Riesenbärenklau).

Diese Maßnahmen werden laufend umgesetzt und die Bemühungen werden auch weiterhin fortgeführt. Des Weiteren sind folgende Aktionen in Zukunft vorgesehen:

- Freistellen von Felsen zur Unterstützung des Uhus, wobei das Vorkommen von geeigneten Felsen im Strassener Wald erst noch geprüft werden muss.
- Monitoring der Bechsteinfledermaus.
- Holzernte zu einem späteren Zeitpunkt vornehmen.

Wichtige Arten, die nennenswert für den Wald in Strassen sind, deren Vorkommen aber oft doch selten ist, sind : Schwarzspecht, Buntschpecht, Grünspecht, Wildkatze, verschiedene

Fledermausarten (vor allem Bechsteinfledermaus), und die Zauneidechse am *Tossebiert* (außerhalb des Waldes).

3. Umweltbewusstsein fördern

Um die Bevölkerung hinsichtlich Arten-, Natur- und Landschaftsschutz zu informieren, werden regelmäßig Artikel, Flyer, spezielle Publikationen und Beiträge im Magazin der Gemeinde und in den sozialen Medien veröffentlicht. Außerdem werden geführte Exkursionen, spezielle Aktionen (z.B. Pflanzungen im Rahmen des Tags des Baumes), Kinderaktivitäten und Weiterbildungskurse (z.B. Obstbaumschnittkurs) über die Biologische Station und vom Förster der Gemeinde in Absprache mit der Gemeinde Strassen organisiert.

4. Natur Genéissen – Mir iessen regional, bio a fair

“Natur genéissen – Mir iessen regional, bio a fair” ist ein von den Naturschutzsyndikaten SICONA-Centre und SICONA-Ouest ins Leben gerufene Projekt, dem die Gemeinde Strassen seit dem 14.09.2022 beigetreten ist.

Das Projekt zielt darauf ab, die Nutzung von regional produzierten, saisonalen und biologischen Lebensmitteln in Kantinen (z.B. von Kindertagesstätten auch bekannt als “Maison Relais”) zu erhöhen und naturfreundliche Landwirtschaft zu fördern. Gleichzeitig ist es ein Ziel, Landwirte und Kantinen zusammenzubringen, um, einerseits, den Landwirten einen Absatzmarkt zu bieten und, andererseits, den Käufern zu ermöglichen, die Lebensmittel auf ihrem Weg zurückverfolgen zu können. Landwirtschaftliche Betriebe, die am Projekt teilnehmen, sind verpflichtet sich an ein eigens für das Projekt ausgearbeitetes Lastenheft zu halten.

5. Aktion Päiperlek

Die „Aktioun Päiperlek“ vom Naturschutzsyndikat SICONA setzt sich für den Schutz von einheimischen Schmetterlingsarten ein, die eine wichtige Rolle im Naturhaushalt spielen und außerdem auch zur Bestäubung zahlreicher Nahrungspflanzen beitragen. SICONA hat im Rahmen der Kampagne eine Reihe von Maßnahmen identifiziert, wie jeder Einzelne einen Schmetterlingsgarten anlegen kann und somit zum Schutz dieser Arten beitragen kann. Zu diesem Zweck stellt SICONA der Gemeinde Strassen gratis Staudenpakete mit sechs Schmetterlingsstauden zur Verfügung, die die Bürger in ihren eigenen Gärten anpflanzen können.

Neben Privatgärten bieten auch öffentliche Grünflächen ein hohes Potential Lebensräume für Schmetterlinge zu schaffen. Je naturnaher Grünflächen angelegt sind und je mehr Nektarpflanzen sie zur Verfügung stellen, desto besser eignen sie sich als Lebensraum für Schmetterlinge und andere Bestäuber. Die naturnahe Gestaltung bietet dabei viele Möglichkeiten. Neben der Umwandlung von Rasenflächen in Wildblumenwiesen, besteht auch die Möglichkeit der Gestaltung von artenreichen Staudenbeeten, entweder mit Wildblumen oder Gartenstauden, um so Schmetterlingen und Bienen ein reiches Nahrungsangebot über lange Zeiträume zu liefern.

6. Projekt PINSS ("Inclusion Sociale à Strassen")

Das Projekt vereint soziale und ökologische Aspekte und hat als Hauptziel die Steigerung von Selbstwertgefühl, Ausdauer und Durchhaltevermögen der REVIS-Empfänger zu erhöhen, ihre soziale Isolation zu verringern und sie an eine geeignete Einsatzorganisation oder sogar an den Arbeitsmarkt zu bringen. Zusätzlich wirbt das Projekt gegen Verschwendung, für Null-Abfall und Upcycling.

Der erste "PINSS"-Workshop fand zwischen Oktober und Dezember 2020 statt. Im März 2021 schloss sich der Verein "Sustained.lu" dem Projekt an.

Die vorgestellten Arbeitsschwerpunkte haben zahlreiche Schnittstellen mit dem nationalen Naturschutzplan (PNPN 2017-2021, S.12f unter "Objectifs de la stratégie nationale biodiversité").

2.3 Aktionsplan

Im nationalen Naturschutzplan sind einige prioritäre Aktionspläne für wichtige und bedrohte Arten und Lebensräume festgehalten. Um zu deren Erhalt beizutragen, nimmt sich die Gemeinde vor, mindestens zu jeweils einem Aktionsplan für die Bereiche Siedlungsraum, Offenland und Wald beizutragen. Sie sind hierunter in den Bereichen gelistet.

Zusätzlich zu den nationalen prioritären Aktionsplänen, sieht die Gemeinde, unter anderem, folgende Arten, die als schützenswerte Vorzeigearten der Gemeinde angesehen werden und somit in Zukunft in einem kommunalen Aktionsplan berücksichtigt werden sollen, vor:

- Haselmaus
- Blauflügelige Ödlandschrecke
- Verschiedene Schwalbenarten

2.3.1 Siedlungsraum

Der nationale Aktionsplan "Bestäuber" wurde im Oktober 2021 veröffentlicht und zählt seitdem zu den prioritären Aktionsplänen in Luxemburg. Die Gemeinde Strassen hat sich dazu entschlossen, die Aktionen betreffend den Siedlungsraum dieses Aktionsplanes auf ihrem Territorium umzusetzen. Dazu zählen folgende Aktionen, die bis **2030** angestrebt werden:

Aktion 5: Naturnahe Nutzung der öffentlichen Grünflächen

- *Kurzfristig:* Inventar der öffentlichen Grünflächen, Potentialanalyse der öffentlichen Grünflächen im Hinblick auf extensive Pflege und Mehrjahresplanung mit quantitativen Zielen.
- *Mittel- und langfristig:* Die Gemeinde nimmt sich vor, die in der Mehrjahresplanung vermerkten Grünflächen insektenfreundlich zu bewirtschaften.

Aktion 6: Naturnahe Nutzung von privaten Grünflächen

- *Fortlaufend:* Die Gemeinde unterstützt eine naturnahe Nutzung von privaten Grünflächen indem ihrem "Règlement sur les bâtisses, les voies publiques et les sites" die Nutzung von Kies und andere Versiegelungen auf der gesamten Parzelle auf weniger als 5% begrenzt. Zusätzlich müssen Flachdächer begrünt werden wenn keine Photovoltaikanalage vorgesehen ist. Laut *PAP - Quartier existant 1* müssen 20% der Fläche begrünt bleiben und laut *PAP - Quartier existant 2* 15%. Beim Bau einer Wohnresidenz muss mindestens 10% Grünfläche pro Wohneinheit vorgesehen werden.

Aktion 7: Reduzierung der Nutzung von Pestiziden und anderen chemischen Stoffen die Insekten beeinträchtigen

- *Fortlaufend:* Die Gemeinde nutzt weiterhin keine Pestizide oder andere insektenschädliche Stoffe auf gemeindeeigenen Flächen. Auch das *Règlement d'ordre intérieur (ROI)* der gemeinschaftlichen Schrebergärten der Gemeinde untersagt die Nutzung von Pestiziden und chemischen Düngemitteln.

Aktion 8: Reduzierung von Lichtverschmutzung

- *Kurzfristig:* Die Gemeinde Strassen hat während den letzten Jahren immer wieder in eine Modernisierung des öffentlichen Straßenlichtnetz auf LED investiert. Eine zusätzliche Potenzialanalyse der öffentlichen Lichtpunkte im Hinblick auf Insekten- und Tierfreundlichkeit ist hilfreich um eine Mehrjahresplanung der weiteren Modernisierung zu erstellen.
- *Mittel- und langfristig:* Die Gemeinde ersetzt die im Mehrjahresplanung vermerkten Lichtpunkte durch insekten- und tierfreundlichen Alternativen und sensibilisiert ihre Bevölkerung hinsichtlich Lichtverschmutzung.

Aktion 16: Sensibilisierung über Insekten

- *Fortlaufend:* Die Gemeinde teilt Beiträge zum Thema Insektenschutz in ihren sozialen Medien und ihrem Magazin (thematische Beispiele zu aktuellen Projekten der Gemeinde Strassen: *Aktioun Päiperlek*, *Kannergart*, *Beienhotel*, usw.).

Aktion 20: Ermutigung der Mitarbeiter an insektenbezogenen Weiterbildungen teilzunehmen

- *Fortlaufend:* Gemeindemitarbeiter (des technischen Diensts, Gärtner, etc.) sollen sich zu insektenfördernden Themen (z.B. insektengerechte Pflege von Grünflächen) weiterbilden. Die Gemeinde zielt darauf ab, dass jeder Mitarbeiter mindestens eine Weiterbildung pro Jahr besucht.

2.3.2 Offenland

Der nationale Aktionsplan "Magere Flachland-Mähwiesen" wurde im Januar 2013 aktualisiert und ist einer der prioritären Aktionspläne in Luxemburg. Die Gemeinde Strassen hat entschieden im Offenland den Schwerpunkt auf Aktionen zu setzen, die diese Mähwiesen fördern.

Dazu zählen folgende Aktionen, die bis **2030** angestrebt werden:

Aktionen 1 & 6: Bestandssicherung und Erhalt aller artenreichen mageren Flachland-Mähwiesen über Biodiversitätsverträge in allen Landesteilen und Extensivierung von Flächen mit Entwicklungspotenzial, Flächen mit mittlerem Nährstoffniveau, Biotope mit „B“ -und vor allem „C“-Bewertungen, über Biodiversitätsverträge

- *Kurzfristig:* Die Gemeinde unterstützt die Biologische Station beim Abschluss von Biodiversitätsverträgen mithilfe von gezielter Ansprache von entsprechenden Besitzern.
- *Fortlaufend:* Die Gemeinde zielt darauf hin, bei neuen und erneuerten Pachtverträgen geeigneter Flächen eine extensive Nutzung vorzuschreiben (in Absprache mit der Biologischen Station).

Aktion 2: Besondere Berücksichtigung eines kontinuierlichen Vertragsabschlusses (ständige Vertragsverlängerung nach 5 Jahren) und der restriktiven Kontrolle der Vertragseinhaltung

- *Mittelfristig:* Dank verpflichtender Klauseln in den Pachtverträgen der Gemeinde auf gemeindeeigenen Flächen mit entsprechenden Habitaten wird der Abschluss und Verlängerung von Biodiversitätsverträgen vereinfacht.

Aktionen 3 & 4: Vorrangige, möglichst schnelle und langfristige Sicherung aller wertvollsten mageren Glatthaferwiesen, deren Artenreichtum an gefährdeten Wiesenpflanzen besonders hoch ist und Ankauf von besonders wertvoller und typisch ausgeprägter Glatthaferwiesen in allen Naturräumen

- *Fortlaufend:* Falls Flächen mit mageren Flachland-Mähwiesen zum Verkauf stehen und keine Konflikte mit anderen potentiellen Käufern zu befürchten sind, zieht die Gemeinde den Kauf solcher Flächen in Betracht

Aktion 7: Renaturierung bereits (stark) degradierter Flächen (intensives Grünland) sowie Äcker durch Mahdgutübertragung mit ggf. gezieltem Eintrag typischer Wiesenarten

- *Kurzfristig:* Potentialanalyse der gemeindeeigenen Grünland- und Ackerflächen
- *Mittel- und langfristig:* Die Gemeinde wird auf mindestens einer weiteren passenden, gemeindeeigenen Grünland- oder Ackerfläche eine Renaturierung vornehmen.

2.3.3 Wald

Der nationale Aktionsplan „Wildkatze“ wurde im April 2014 verabschiedet und ist einer der prioritären Aktionspläne in Luxemburg. Dieser beschreibt die aktuellen Schutzmaßnahmen wie folgt:

Eine Optimierung von Waldrändern zur Erhöhung der Futterverfügbarkeit für die Wildkatze erfolgt zurzeit im Mamertal durch die Forstverwaltung (Administration de la Nature et des Forêts, Arrondissement Centre-Ouest). Durch Umwandlung des Waldsaumes wird u. a. die Mäusedichte erhöht. Außerdem wird die Entwicklung einer ausgeprägten Strauch- und Krautschicht in den Revieren der Wildkatze gefördert. Des Weiteren ist der Erhalt von Totholz mit Höhlen und von Totholzinseln im Bewirtschaftungsplan vorgesehen. Seit dem Jagdgesetz von 2011 ist das Abschießen von Katzen generell verboten (Loi du 25 mai 2011 relative à la chasse).

Plan national de la protection de la nature – Plan d'action especes chat sauvage (Felis silvestris silvestris) – Dr. Simone Schneider, Frank Sowa (2014, p. 5)

Die Gemeinde Strassen hat entschieden im Wald den Schwerpunkt auf Folgende Aktionen zu setzen:

Aktion „Wildkatzen-Korridore“

- *Fortlaufend:* Die Gemeinde fördert die Optimierung von Biotopverbundachsen durch die Anlage von Trittsteinen, entweder durch Anpflanzungen von Gehölzen auf eigenen, passenden Flächen oder die Bezuschussung von Anpflanzungen auf privaten Flächen (erste Maßnahme betreffend gemeindeeigene Flächen: Potenzialanalyse und Mehrjahresplanung).
- *Fortlaufend:* Wenn angebracht, strebt die Gemeinde den Kauf von Flächen an neuralgischen Punkten an, um die Durchgängigkeit zu verbessern (Relevante Flächen werden im Dialog mit der Biologischen Station bestimmt).

Aktion „Lebensraumerhalt und -optimierung, Schaffung von Ruhezeiten“

- *Fortlaufend:* Die Gemeinde berücksichtigt die Lebensraumansprüche der Wildkatze beim Waldwegebau, Bewirtschaftungsplänen sowie Freizeitnutzung.
- *Kurzfristig:* Potenzialanalyse der Waldwege im Hinblick auf Waldwegerückbau, Mehrjahresplanung und, *mittel- und langfristig*, Umsetzung.
- *Langfristig:* Die Gemeinde fördert die Gestaltung von strukturreichen Waldrändern in den Korridoren insgesamt auf gemeindeeigenen Flächen (Potenzialanalyse, Mehrjahresplanung und Umsetzung).

Aktion „Reproduktion“

- *Kurzfristig:* Wenn angebracht, installiert die Gemeinde Wurfboxen in Kerngebieten, insbesondere dort, wo natürliche Höhlen und Hohlbäume fehlen oder selten sind (Anzahl und Lage der Wurfboxen bestimmt im Dialog mit der Biologischen Station und dem Förster).
- *Kurzfristig:* Potenzialanalyse der gemeindeeigenen Wälder im Hinblick auf Totholzstrukturen und alte Hohlbäume und Mehrjahresplanung mit quantitativen Zielen
- *Mittel- und langfristig:* Die Gemeinde schafft und erhält die in der Mehrjahresplanung festgelegten Totholzstrukturen und alten Hohlbäume, die als Rückzugs- und Reproduktionsplätze wichtig sind.

3 Wasserschutz

Das Ziel dieses Kapitels ist es, die Wasserschutzstrategie der Gemeinde darzulegen und deren Ziele, Arbeitsschwerpunkte, zu verfolgenden Arbeitsstränge, sowie deren zeitlichen Umsetzung festzulegen.

3.1 Zielsetzung

Die Zielsetzung ist die gleiche wie die aus dem Kapitel 2 „Naturschutz“.

3.2 Arbeitsschwerpunkte

Die Gemeinde arbeitet weiterhin mit dem Naturschutzsyndikat SICONA zusammen und lagert diverse Wasserschutzstätigkeiten an dieses aus; insbesondere im Bereich der Umsetzung der Managementpläne von europäischen und nationalen Schutzgebieten. Nach wie vor, setzt die Gemeinde in Zukunft weiterhin auf eine Zusammenarbeit mit dem regionalen Wassersyndikat „Syndicat des eaux du centre (SEC)“ sowie auf die Umsetzung der Managementpläne zum Trinkwasserschutz. Des Weiteren unterstützt die Gemeinde aktiv die Bemühungen zur Umsetzung der Wasserrahmenrichtlinie durch den dritten Bewirtschaftungsplans.

3.3 Aktionsplan

Der nationale Aktionsplan „Quellen und Quellbäche“ wurde im Februar 2013 veröffentlicht. Die Gemeinde hat sich entschieden, Maßnahmen im Rahmen dieses Aktionsplans umzusetzen. Aktionen, die von der Gemeinde bis **2030** angestrebt werden, sind:

Renaturierung von verrohrten oder gefassten Quellen und Quellbächen

- *Kurzfristig:* Potenzialanalyse der gefassten Quellen und Quellbäche auf dem Gemeindeterritorium im Hinblick auf Quellenrenaturierungen und Erstellung eines Mehrjahresplans mit quantitativen Zielen.
- *Mittel- und langfristig:* Restaurierung und Schutz der im Mehrjahresplan festgehaltenen Quellen.

Rückbau von Entwässerungsmaßnahmen; Wiedervernässung

- *Mittel- und langfristig:* Die Gemeinde unterstützt die Wiedervernässung von Flächen im Offenland durch den Rückbau von Entwässerungsmaßnahmen von Privatleuten, die sich dazu bereit erklären.
- *Mittel- und langfristig:* Die Gemeinde unterstützt die Wiedervernässung auf gemeindeeigenen Flächen zum gezielten Schutz von Quellen und Quellbächen.

Schaffung von Pufferzonen von mindestens 10m Radius oder 10m beidseitig des Quellbaches bei intensiver Grünlandnutzung und Extensivierung im Umfeld (Bewirtschaftungsvertrag)

- *Kurzfristig:* Potenzialanalyse der Quellen und Quellbäche auf dem Gemeindeterritorium im Hinblick auf die Pufferzonen und Erstellung eines Mehrjahresplans mit quantitativen Zielen.
- *Mittelfristig:* Die Gemeinde unterstützt das Auszäunen von Quellmündern und Quellbächen bei intensiver Grünlandnutzung im Umfeld respektive unterstützt sie das Naturschutzsyndikat SICONA beim Aushandeln von Extensivierungsverträgen im Umfeld der Quellen.

4 Klimawandelanpassung

Im Rahmen des Naturpaktes, wird eine Durchgrünung von Städten angestrebt, um die Resilienz der natürlichen und vom Menschen geschaffenen Umwelt gegen Klimawandelauswirkungen (z.B. steigende Temperaturen) zu erhöhen. Die Maßnahmen reichen dabei u.a. von einer Pflanzung von Pflanzen, die an ein südlicheres Klima, sprich höhere Temperaturen und längere Dürreperioden, angepasst sind, bis hin zu einer Reduktion von versiegelten Flächen, sowie einer Entsiegelung von Flächen. Dazu wird die Gemeinde Strassen einige unterschiedliche Beschlüsse im Gemeinderat beschließen.

Zusätzlich gehört die Gemeinde Strassen dem Klima-Bündnis an. Die Konvention des Klima-Bündnisses sieht eine CO₂-Reduktion von 10% alle 5 Jahre vor. Mit ihrer neuen Konvention erhöht das Klima-Bündnis ihre Ziele in diesem Zusammenhang von 10% auf 30% CO₂-Reduktion alle 5 Jahre ab dem Jahr 2020. Das Ziel ist, bis 2050 eine Reduktion der CO₂-Emissionen von mindestens 95% gegenüber dem Basisjahr 1990 zu erreichen.

Ein Konzept zur Klimaanpassung wird im Rahmen des „Klimapakt 2.0“ präziser ausgearbeitet werden, dem die Gemeinde Strassen seit dem 20.08.2021 angehört. Die Strategie des „Klimapakt 2.0“ setzt die Zielführung des „Klimapakt 1.0“, dem die Gemeinde im Jahre 2013 beigetreten ist, fort und setzt neue Schwerpunkte.

Das Projekt „Klimapakt 2.0“ ist einer der wichtigsten Arbeitsschwerpunkte der Gemeinden, um die Klimawandelanpassung voranzutreiben.

Über den Klimapakt bietet die Regierung den Gemeinden finanzielle und technische Unterstützung an, um ihre Vorbildrolle in der Klimapolitik zu stärken, ihre Treibhausgasemissionen und Energierechnungen zu senken und lokale und regionale Investitionen anzuregen. Der Klimapakt ist ein großer Erfolg und alle luxemburgischen Gemeinden sind ihm beigetreten. In den letzten Jahren wurde der Aktionsradius des Klimapakts durch die Einbeziehung von Maßnahmen für eine bessere Luftqualität und das Konzept der Kreislaufwirtschaft erweitert. Da sich das Instrument "Klimapakt" bewährt hat, will die Regierung es über 2020 hinaus verlängern. Der Fokus soll stärker auf quantitativen Aspekten, einer stärkeren Governance in den Gemeinden und einer gezielteren Einbindung der Bürger liegen. Der Klimapakt 2.0 wird somit das zentrale Instrument zur Umsetzung der Klimapolitik auf kommunaler Ebene sein.

3ème Plan National pour un Développement Durable (2019, p. 60)

5 Quellen

3ème Plan National pour un Développement Durable (2019). *Le Gouvernement du Grand-Duché De Luxembourg*.

<https://environnement.public.lu/content/dam/environnement/documents/developpement-durable/PNDD.pdf>

Plan National concernant la Protection de la Nature (PNPN) 2017-2021. *Le Gouvernement du Grand-Duché De Luxembourg – Ministère du Développement Durable et des Infrastructures – Département de l'Environnement*.

<https://environnement.public.lu/dam-assets/documents/natur/general/pnnp2.pdf>

Plan national de la protection de la nature – Plan d'action especes chat sauvage (*Felis silvestris silvestris*) – Dr. Simone Schneider, Frank Sowa (2014). *Le Gouvernement du Grand-Duché De Luxembourg – Ministère du Développement Durable et des Infrastructures – Département de l'Environnement*.

https://environnement.public.lu/dam-assets/documents/natur/plan_action_especes/felides_chat_sauvage.pdf

Strategie und Aktionsplan für die Anpassung an den Klimawandel in Luxemburg 2018-2023. *Le Gouvernement du Grand-Duché De Luxembourg – Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement Durable*.

https://environnement.public.lu/content/dam/environnement/documents/klima_an_energie/Anpassungsstrategie-Klimawandel-Clean.pdf

Umsetzung der Wasserrahmenrichtlinie (RL 2000/60/EG): Dritter Bewirtschaftungsplan für die luxemburgischen Anteile an den internationalen Flussgebietseinheiten Rhein und Maas (2021 – 2027) (2022). *Le Gouvernement du Grand-Duché De Luxembourg – Ministère du Développement Durable et des Infrastructures – Administration de la Gestion de l'Eau*.

<https://eau.gouvernement.lu/dam-assets/administration/documents/3-cycle/elaboration-du-3e-plan-de-gestion-document-final/3-bewirtschaftungsplan-nach-wrrl-2021-2027.pdf>

Kontakt SICONA

12, Rue de Capellen

L-8393 Olm

Tel: 263036-25

Fax: 263036-30

Email: administration@sicona.lu

www.sicona.lu